

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2018	2019 (INE)	2020 (Budget rectificatif)
Croissance PIB (%)	2,6	2,2	- 6,9
Solde public (% du PIB)	- 0,4	+ 0,2	- 6,3
Solde primaire (% du PIB)	2,7	3,4	- 3,2
Dette (% du PIB)	121,9	117,7	134,4
Taux de chômage (% PA)	7	6,5	9,6
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1	0,3	- 0,2

Indicateurs du commerce extérieur	avril 2020
Exportations de biens (Md€, Banco de Portugal)	17,6 (- 56,1 % en g.a.**)
Importations de biens (Md€, Banco de Portugal)	23,3 (- 56,5 % en g.a.)
	avril 2020
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	7,6 (- 21,4 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	4,7 (- 13 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Glissement annuel

MACROECONOMIE

- **Le Premier Ministre se dit « satisfait » du Conseil européen**

Le Premier Ministre portugais a déclaré être « satisfait » à l'issue du Conseil européen qui s'est tenu le 19 juin et a ajouté que tous les Etats membres « étaient unanimes sur la nécessité de parvenir à un accord » sur un « bazooka » européen en juillet. Selon Antonio Costa, un accord est envisageable car les positions de certains pays ont évolué ; il estime que « maintenant, plus personne ne remet en cause l'émission de dette commune » et que « la question n'est aujourd'hui plus de savoir s'ils doivent prendre la forme de prêt ou de subvention, mais leur proportion ».

Le fonds de relance proposé par la Commission s'élève à 750 Md€ (500 Md€ de subventions et 250 Md€ de prêts) ; il pourrait permettre au Portugal d'accéder à une enveloppe de 26,3 Md€, dont jusqu'à 15,5 Md€ de subventions. Etant donné la situation financière du pays, le Gouvernement a limité la relance par la dépense publique dans son budget rectificatif pour maintenir la qualité de sa signature, renforçant l'intérêt crucial pour le pays d'un plan de relance européen.

- **Le déficit extérieur portugais atteint un maximum depuis 2012**

Entre janvier et avril, la crise a entraîné une détérioration du solde extérieur du Portugal (soldes de la balance des biens, des services et de la balance de capital) passant de - 201 M€ à - 864 M€, un plus bas depuis 2012 lorsque le déficit avait atteint - 1 625,31 M€ sur la même période. Cette dégradation est surtout imputable à la baisse brutale du tourisme : la [Banque du Portugal](#) précise en effet, que la rubrique « voyages et tourisme » est responsable d'une baisse cumulée de 1 057 M€ de l'excédent de la balance des services, sur une réduction de 1 371 M€ pour l'ensemble celle-ci.

- **Le nombre de chômeurs a augmenté de 34 % en mai 2020 par rapport à mai 2019**

Selon l'Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (IEFP), le nombre de chômeurs est supérieur de 34 % en mai, par rapport à mai 2019, atteignant 408 934 inscrits. L'augmentation est particulièrement marquée dans le secteur des services (44,7 %) et surtout dans le secteur de l'hébergement, restauration et assimilés, avec une augmentation de 89,3 %. L'Algarve est la région la plus touchée (+ 202,4 % en glissement annuel).

- **Le Portugal gagne deux places dans le classement mondial de la compétitivité de l'IMD**

Après une baisse en 2019, le Portugal remonte dans le classement mondial de la compétitivité de l'*IMD World Competitiveness* et arrive en 37^{ème} position, réalisant son meilleur score depuis deux ans. La *Porto Business School*, partenaire d'*IMD* pour la réalisation de l'étude, souligne que la qualification de la main d'œuvre, les coûts d'opportunité et la stabilité des infrastructures constituent toujours les principaux facteurs d'attractivité de l'économie nationale. L'amélioration de la position du Portugal tient à l'évolution de l'inflation, à la hausse des exportations de biens et aux recettes touristiques. Parmi les « points faibles », Daniel Bessa, directeur de la *Porto Business School*, estime qu'ils sont surtout liés à la politique fiscale du pays et à la gestion des entreprises. Il souligne également la faiblesse de l'investissement et de l'épargne qui limitait déjà la croissance potentielle de l'économie avant la pandémie.

POLITIQUE BUDGETAIRE

- **Le Ministre des Finances Mário Centeno a été remplacé par João Leão**

Le Ministre des Finances, Mario Centeno, en poste depuis 2015 a quitté ses fonctions le 15 juin dernier après que sa démission a été acceptée par le Président de la République le 9 juin, jour de la présentation du budget rectificatif. Son départ était attendu, surtout depuis la polémique autour de *Novo Banco* en mai. Il est pressenti pour succéder à Carlos Costa comme gouverneur de la Banque du Portugal, mais sa nomination est contestée et les règles afférentes doivent être prochainement débattues au Parlement.

Il a été remplacé par João Leão, auparavant Secrétaire d'Etat au Budget, qui a été chargé de présenter le Budget rectificatif devant le Parlement. Considéré comme un technocrate et surnommé « monsieur *cativações* » (du nom du mécanisme permettant de geler des crédits votés dont le déblocage est soumis à l'approbation du Ministre des Finances), sa nomination est considérée comme un gage de continuité et de sérieux budgétaire ; il a d'ailleurs souligné que la rigueur budgétaire serait une condition de la reprise.

- **Le Trésor portugais va de nouveau émettre des obligations à taux variable**

La hausse des besoins de financement du Portugal va être principalement assurée par l'émission d'obligations du Trésor dont le montant devrait atteindre 29,3 Md€. Le Trésor va également émettre 1,5 Md€ d'obligations à taux variable, indexé sur l'*Euribor*, le taux d'intérêt interbancaire moyen de référence en Europe. En 2019, des émissions de cette nature étaient prévues mais n'avaient finalement pas été réalisées car elles n'étaient pas compétitives dans un contexte de taux très bas et leur émission avait été initialement abandonnée cette année.

SECTEUR BANCAIRE

- **Le Budget rectificatif prévoit la création d'une contribution du secteur bancaire**

Le Budget rectificatif prévoit la création d'une nouvelle taxe sur toutes les banques opérant au Portugal qui devrait permettre de générer plus de 33 M€ de recettes cette année ; elles seront allouées au Fonds de Stabilisation de la Sécurité Sociale, un fonds destiné à équilibrer les comptes de la Sécurité Sociale dans la durée.

- **Novo Banco pourrait demander des injections de capitaux supplémentaires en raison de la crise**

Le PDG de *Novo Banco*, Antonio Ramalho a indiqué dans un entretien que la « détérioration de la situation économique avait entraîné des besoins en termes de capitaux légèrement supérieurs » à ceux accordés. Une réévaluation des besoins de financement de la banque doit être réalisée au mois de juin qui précisera comment la *Novo Banco* va gérer les 900 M€ encore disponibles à travers le Mécanisme de Capital Contingent (sur le total de 3,9 Md€ de garanties publiques prévus pour le Fonds de Résolution). Le Président de la République et le ministre des Finances ont réagi à l'*interview* s'estimant « stupéfaits » qu'une injection de capitaux supplémentaires puisse être demandée cette année ; celle-ci pourrait s'appuyer sur une clause du contrat prévoyant une injection automatique en cas de circonstances exceptionnelles.

Le cabinet *Deloitte* vient par ailleurs d'être désigné par la Banque du Portugal pour réaliser un « audit spécial sur le paiement réalisé en mai par le Fonds de Résolution ». Pour mémoire, ce versement avait entraîné une polémique entre le Premier Ministre et le Ministre des Finances d'alors, Mario Centeno, à la mi-mai. Le cabinet de conseil est par ailleurs chargé d'un autre audit en cours sur la gestion de la banque (et de la *Banco Espírito Santo*, à laquelle elle a succédé, entre 2000 et 2018).

Dans le sillage de cette polémique, le Bloc de Gauche (BE) avait déposé le 26 mai une proposition pour que le contrat de vente de *Novo Banco* au fonds américain *Lone Star* soit remis au Parlement, approuvée à l'unanimité. Le BE avait déclaré ensuite qu'il devrait être rendu public « au nom de la décence et de la rigueur ». La présidente de la commission du Budget et des Finances a cependant décidé de le maintenir confidentiel pour le moment – il ne peut être consulté que par les députés de la commission, avec un système de registre.

- **Abanca renonce à racheter EuroBic**

La banque espagnole *Abanca* a annoncé à la mi-juin qu'elle renonçait à acquérir 95 % de la banque portugaise *EuroBic*, considérant que les « conditions déterminées à cette fin n'ont pas été remplies ». Cette décision a été critiquée par les principaux actionnaires de la Banque dépendant de la femme d'affaires angolaise Isabel dos Santos, *Santoro Finances* et *Finisantoro* (42,5 % du capital social), qui estiment qu'elle relève des propres intérêts stratégiques de la banque espagnole. Le 5 mai, *Abanca* avait renouvelé son intention d'acheter *EuroBic*, mais à un prix inférieur au prix initial, en raison de "l'effet négatif" causé par le covid-19. La mise en vente du capital vise notamment à « préserver la confiance dans l'institution » à la suite de l'affaire des *Luanda Leaks* qui a éclaté en janvier concernant la femme d'affaires angolaise Isabel dos Santos.

- **La crise incite les portugais à se tourner vers les dépôts à vue**

En raison de la crise, les portugais délaissent les investissements risqués dans des fonds ou des produits assurantiels pour se tourner vers les dépôts, perçus comme plus sûrs. Les dépôts à vue ont ainsi dépassé 66 Md€ fin avril selon la Banque du Portugal, soit 43 % de l'argent des portugais placé dans le système bancaire.

SECTORIEL

- **La Commission Européenne donne son feu vert pour l'instauration de taux de TVA échelonné sur l'électricité**

Le Ministère des Finances a confirmé dans un communiqué que la Commission européenne avait donné son feu vert au projet de moduler le taux de TVA sur l'électricité en fonction des niveaux de puissance souscrits. En pratique, le projet de baisse de la TVA sur l'électricité prévoit que les familles

les plus économes en kWh consommés passeraient à un taux de TVA minimum de 6 %, ou intermédiaire de 13 %, tandis que les niveaux de consommation supérieurs resteraient au taux maximum de 23 %, actuellement en vigueur.

Ce débat qui avait animé la discussion du budget initial pour 2020, en début d'année, a connu un regain récemment, le Bloc de Gauche ayant conditionné son vote en faveur du budget rectificatif à l'inclusion de cette mesure dans le texte, compte tenu de l'approbation de la Commission. Pour mémoire, le prix de l'électricité au Portugal est l'un des plus élevés d'Europe en raison, principalement, de sa composante fiscale. D'après la Direction Générale de l'Énergie et de la Géologie, le prix de l'électricité pour les ménages a augmenté de 39,6 % entre 2009 et 2019.

- **Le Ministère Public requiert la suspension des directeurs d'EDP et EDP Renováveis**

Dans un [communiqué](#), le Ministère Public a demandé à suspendre de leurs fonctions le PDG d'EDP António Mexia et le directeur exécutif d'EDP Renováveis, Manso Neto. Ils sont notamment accusés de quatre crimes de corruption active qui impliqueraient l'ancien ministre de l'Économie Manuel Pinho (gouvernement José Sócrates). L'ancien ministre avait été invité à enseigner aux États-Unis après un don d'EDP à l'École de Relations Publiques et Internationales de l'Université de Columbia à New York de 1,2 M€. Une autre accusation concerne le Secrétaire d'État à l'Énergie Artur Trindade (gouvernement Passos Coelho) dont le père a été engagé comme consultant externe en 2013 pour le Comité de suivi des municipalités, selon les informations du journal *Público*. Le parquet réclame une caution de 2 M€ pour A. Mexia et de 1 M€ pour M. Neto. Il s'agit d'une nouvelle étape dans l'enquête sur les « rentes excessives » lancée en 2012, qui porte sur des agissements du groupe EDP concernant les Coûts de Maintien de l'Équilibre Contractuel (CMEC), un régime de prix garantis créé en 2004 et à travers lequel EDP aurait perçu une compensation indue en sous-estimant le coefficient de disponibilité de ses centrales.

- **La baisse des réservations de vols confirme une reprise lente du tourisme**

Conformément aux prévisions du Budget rectificatif, la reprise du tourisme s'avère lente et le Portugal risque de connaître une « saison estivale perdue ». D'après *Turismo de Portugal*, qui a compilé les réservations de vol pour le Portugal, en juin, sur les 15 pays étudiés, la quasi-totalité enregistrait des baisses du nombre de réservation de vols de plus de 90 % à l'exception des Pays-Bas (- 83 %). Une tendance qui se maintient en juillet, malgré une légère amélioration, avec des baisses de réservation de plus de 80 % dans la plupart des pays et souvent proches de 90 %. La reprise devient notable seulement à partir du mois d'août et ne concerne que certains marchés. En Allemagne, la baisse des réservations d'août atteint « seulement » 45,5 % contre 60 % dans le cas de la France et 71,6 % dans celui du Royaume-Uni, premier marché pour le secteur touristique portugais. Pour mémoire, le Portugal avait attiré 16 millions de visiteurs étrangers en 2019 soit environ 60 % des touristes totaux. Pour les vols long-courriers, un segment qui a alimenté la hausse du nombre de visiteurs ces dernières années (en particulier depuis les États-Unis et le Brésil), la situation est plus dégradée encore, avec une baisse des réservations au mois d'août comprise entre 80 % et 90 %. Dans ce contexte le Gouvernement a lancé une campagne intitulée « #Tupodes » pour promouvoir le tourisme intérieur.

Selon la Banque du Portugal, les recettes touristiques devraient diminuer de 60 % cette année, après une année record l'an dernier (elles avaient totalisé 18 Md€).

DIVERS

- **Le nombre de résidents au Portugal a augmenté l'année dernière**

Pour la première fois depuis dix ans le nombre de résidents au Portugal a augmenté en 2019. Selon l'INE, le pays a compté 19 292 résidents de plus qu'en 2018, soit une augmentation d'un peu moins de 0,2 %. Cette hausse s'explique par l'amélioration du solde migratoire, avec une augmentation de l'immigration (principalement brésilienne) et une tendance à la baisse de l'émigration, marquant un regain d'attractivité du Portugal qui permet de compenser un solde naturel très déficitaire.

Responsable de la publication : Stanislas Godefroy

Ambassade de France à Lisbonne,
Service économique
R. Santos-O-Velho 5,
1249-079 – Lisbonne

Rédigé par: Louis Diéval

Abonnement/désabonnement :
lisbonne@dgtresor.gouv.fr



Internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT>

Suivez-nous sur Twitter : @DGTresor_Iberia 

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.